



## UN 1<sup>er</sup> MAI DANS L'UNITE, POUR LES REVENDICATIONS, CONTRE LA REMISE EN CAUSE DES CONQUETES SOCIALES, POUR LE PROGRES SOCIAL, LA PAIX, LA SOLIDARITE INTERNATIONALE !

Le 1<sup>er</sup> mai, partout dans le monde, les travailleurs, les salariés, les retraités et privés d'emplois vont s'exprimer, se mobiliser pour faire entendre des exigences pour la paix, le progrès social, la possibilité de vivre dignement...

Dans certains pays, (Algérie, Soudan...), la mobilisation en cours des peuples est déterminante dans le rejet de régimes despotiques ou totalitaires et pour l'exigence de démocratie, du respect des droits de l'homme.

En France, ce rendez-vous de manifestations, sera une nouvelle étape pour exiger la prise en compte des revendications. Il s'agira aussi de poursuivre et d'amplifier les luttes pour les urgences sociales et climatiques.

Les mobilisations de salariés, jeunes, retraités ou gilets jaunes se poursuivent, s'inscrivent dans la durée malgré toutes les mesures répressives et liberticides prises par le pouvoir. Les revendications qui s'expriment sont légitimes, et c'est dans ce contexte que nos organisations départementales ont contribué aux succès des manifestations et à la grève interprofessionnelle du 19 mars dernier. Les dégradations liées aux risques environnementaux et au climat atteignent souvent des seuils d'irréversibilité à court terme. Les conséquences pour les populations sont de plus en plus dramatiques. Il est urgent de prendre des mesures nécessaires pour permettre une transition environnementale juste socialement.

Alors que de nombreuses revendications légitimes s'expriment, nous assistons à une remise en cause du droit de manifester (le Conseil Constitutionnel vient de rejeter certaines dispositions de la « loi anticasseurs »). Cette loi porte un vrai risque d'arbitraire des gouvernements d'aujourd'hui, comme de demain, c'est pourquoi, nous en demandons l'abrogation. La répression syndicale s'accroît dans de nombreux secteurs.

C'est dans ce contexte que les conclusions du grand débat confirment que l'objectif du Président Macron était bien d'imposer à marche forcée des reculs sociaux d'une gravité sans précédent en particulier pour la retraite, les services publics, la santé, l'éducation nationale...

Alors que la population souhaite bénéficier de services publics de proximité, le gouvernement envisage de supprimer 120 000 emplois dans la fonction publique. Dans ces conditions, nous agissons pour renforcer la mobilisation unitaire annoncée le 9 mai prochain.

### Pour ce 1<sup>er</sup> mai 2019, faisons-nous entendre :

#### POUR :

- **La HAUSSE** immédiate du SMIC à 1800€ - **AUGMENTATION** générale des salaires et des pensions
- **LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL** sans perte de salaire
- **La REVALORISATION** immédiate du point d'indice pour les fonctionnaires
- **La RÉINDEXATION** des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- **L'ABROGATION** des lois « Rebsamen », « El Khomri », « Macron » qui cassent le droit du travail
- **LE RETOUR** à la retraite à 60 ans à taux plein et **ABANDON** de toute réforme de retraite par points

#### CONTRE :

- **LA REPRESSION POLICIERE** - Retrait total du projet de loi « anticasseurs »
- **L'AUGMENTATION** des frais d'inscription pour les étudiants étrangers, la sélection à l'Université.
- **LES REFORMES DANS L'EDUCATION** : Bac, lycée, lycée pro et projet de loi « Blanquer »
- **LA REFORME DE LA FONCTION PUBLIQUE** (défense des statuts et du service public sur l'ensemble du territoire)

### MANIFESTATION UNITAIRE MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI 2019 à 10H00 PLACE DE LA LIBERTE à TOURS

(prises de paroles et pot de l'amitié Place Anatole France à la fin de la manifestation)